

# En Tunisie, un nouveau parti défie le président

Tahya Tounès soutient le premier ministre Youssef Chahed dans son affrontement avec Béji Caïd Essebsi

TUNIS - correspondant

Un nouveau parti politique est né en Tunisie. Lancé dimanche 27 janvier à Monastir, ville natale de Habib Bourguiba, le « père de la nation », Tahya Tounès (« vive la Tunisie ») est le produit d'une inexorable décomposition, qui a conduit au bord des abysses le parti « moderniste » du président de la République, Béji Caïd Essebsi. A l'heure où la transition démocratique tunisienne est grevée d'hypothèques sociales et économiques, l'irruption sur la scène partisane de Tahya Tounès ajoute un nouvel élément d'incertitude dont on ignore s'il va simplifier ou compliquer le tableau.

Une chose est sûre : la guerre fratricide qui mine la famille « moderniste » au point d'avoir précipité le divorce autour de l'été 2018 entre le président Essebsi (92 ans) et son chef de gouvernement (43 ans) va redoubler d'intensité à court terme. Et les règlements de comptes et coups tordus qu'elle va exacerber vont constituer un test sensible pour la solidité des institutions de la « deuxième République » tunisienne issue de la Constitution de 2014.

A Monastir, les initiateurs du Tahya Tounès ont affiché leur soutien à Youssef Chahed. Le chef de gouvernement, un technocrate inconnu du public jusqu'à sa nomination durant l'été 2016 à la tête de la Kasbah, le siège du gouvernement, mais dont l'ambition a rapidement mûri, va désormais disposer d'une formation partisane dans la perspective du double scrutin – législatif et présidentiel – prévu en fin d'année. Tahya Tounès aspire à remplacer Nidaa Tounès, la matrice dont il est issu, comme socle de référence de la famille « moderniste ».

## « Totallement irrationnel »

S'il veut s'inscrire durablement dans le paysage, Tahya Tounès va devoir neutraliser un champ de mines hautement périlleux. Le premier obstacle tient à la guerre ouverte avec Nidaa Tounès, le

parti fondé en 2012 par le président Essebsi, ancien ministre de Bourguiba qui s'était fait élire en 2014 à la magistrature suprême sur la promesse de « restaurer le prestige de l'Etat » après les turbulences révolutionnaires de 2011. Pragmatique, M. Essebsi, avait accepté de former en 2015 un gouvernement de coalition avec les islamistes d'Ennahda – qui se définissent aujourd'hui comme « démocrates musulmans » – après les avoir pourtant âprement combattus. La réconciliation entre les « modernistes » de Nidaa Tounès (mélange de démocrates issus de la gauche et de figures de l'ancien régime) et Ennahda avait permis de restaurer une transition démocratique qui menaçait de dérailler à la suite de la montée de la violence salafiste en 2012-2013.

Mais la conquête de l'appareil du parti par le fils du président, Hafedh Caïd Essebsi, en 2016, a provoqué une violente crise fratricide. De nombreux cadres de Nidaa Tounès, en désaccord avec cette succession de type « dynas-

## La conquête de l'appareil de Nidaa Tounès par le fils du président, en 2016, a provoqué une crise fratricide

tique », ont claqué la porte. Le conflit a pris un tour plus aigu encore quand Youssef Chahed, nommé à la tête du gouvernement à l'initiative du chef de l'Etat, a fini par s'opposer aux tentatives d'ingérence de Hafedh Caïd Essebsi dans les affaires gouvernementales. Dans cette partie de bras de fer, le père a de facto soutenu le fils. A mesure que M. Chahed affirmait son autonomie vis-à-vis du clan Essebsi, il est devenu le point de ralliement des dissidents du parti. Le schisme au sommet de l'Etat a évolué en sa faveur.

Mais le président de la Républi-

que, son fils et leurs amis contrôlant le « canal historique » de Nidaa Tounès n'ont pas dit leur dernier mot. S'ils ont échoué à limoger M. Chahed, qui n'a survécu que grâce au soutien, au Parlement, du groupe parlementaire d'Ennahda et l'appoint des dissidents de Nidaa Tounès, ils fourbissent leurs armes pour les combats à venir. Pour le chef de l'Etat, l'acrimonie est d'autant plus vive qu'il s'est senti trahi par son ancien protégé Chahed, dont il avait couvé l'essor politique.

« C'est devenu totalement irrationnel, décrypte un analyste. Le président Béji Caïd Essebsi ne supporte pas d'être vaincu. Il va s'efforcer de torpiller l'ascension de M. Chahed jusqu'au bout. »

Depuis quelques mois, M. Essebsi actionne deux leviers. En premier lieu, il tente de réveiller le conflit idéologique autour de l'islam politique en dépeignant M. Chahed comme le jouet d'un parti Ennahda à nouveau diabolisé. C'est que la rupture entre M. Essebsi et Ennahda est un dégât collatéral de son divorce avec M. Chahed. Le chef de l'Etat avait essayé de convaincre le parti islamiste de lâcher M. Chahed à travers un vote de censure au Parlement. Ennahda ayant refusé, M. Essebsi a dès lors considéré comme caduc le pacte de réconciliation de 2015. Et du coup, il renoue avec la rhétorique, oubliée pendant trois ans, dénigrant Ennahda comme une force frayant avec « l'obscurantisme » dans l'espoir de fragiliser l'entente tacite nouée entre le parti islamiste et M. Chahed.

Un autre ressort activé par le président de la République est la grogne sociale. Alors que le gouvernement de M. Chahed doit faire face à la mobilisation du très puissant syndicat Union générale tunisienne du travail (UGTT) sur le dossier des salaires dans la fonction publique, M. Essebsi et ses soutiens à Nidaa Tounès cherchent à surfer sur le malaise social. Avant la grève générale décrétée le 17 janvier par l'UGTT, le chef de l'Etat a brandi le spectre d'un tragique précédent, celui du « jeudi noir », le

26 janvier 1978, où un mouvement revendicatif du syndicat avait été réprimé dans le sang.

La dramatisation de l'enjeu de la grève n'avait pas spécialement contribué à apaiser les esprits. Un mois plus tôt, un groupe baptisé « gilets rouges » – en référence aux « gilets jaunes » français – et suspecté d'être inspiré par des figures de Nidaa Tounès avait tenté, en vain, d'orchestrer une agitation chez les jeunes chômeurs des régions désertées de l'arrière-pays. Si M. Chahed a pour l'instant traversé ces turbulences sans heurts majeurs, la question sociale demeure son talon d'Achille. Partisan du libéralisme économique et sensible aux recommandations du Fonds monétaire international, il devra assumer une relation conflictuelle avec l'UGTT. Et le moindre accroissement risque d'être exploité par ses rivaux de Nidaa Tounès.

## L'« adversaire » Ennahda

Enfin, la dernière incertitude à lever pour M. Chahed tient à la solidité de son entente tacite avec Ennahda. Dans les éléments de langage distillés par les dirigeants de Tahya Tounès, Ennahda est présenté comme un « adversaire », mais pas comme un « ennemi », nuance qui intègre la compétition électorale à venir, tout en laissant ouverte l'option d'une future coalition. Mais le pacte implicite entre M. Chahed et Ennahda n'est pas gravé dans le marbre.

Le président Essebsi n'a pas perdu l'espoir d'enfoncer un coin entre Rached Ghannouchi, le patron d'Ennahda, et le chef de gouvernement. De ténébreuses affai-

res remontant aux années 2011-2013 et touchant aux liens, réels ou supposés, entre Ennahda et certains salafistes radicaux, sont un enjeu dans ces tentatives de déstabiliser l'axe Ghannouchi-Chahed. Ennahda va-t-il finir par céder ? « Nous n'avons pas d'inquiétude sur Ennahda », veut croire un dirigeant de Tahya Tounès. La Tunisie est entrée dans l'ère des grandes et petites manœuvres, sous l'œil perplexe d'une opinion publique largement désenchantée. ■

FREDERIC BOBIN

## LE PROFIL

### **Youssef Chahed**

Agé de 43 ans, Youssef Chahed, issu d'une famille de notables tunisois, est docteur en agroéconomie. Il a travaillé comme expert agricole à l'ambassade américaine en Tunisie. En 2015, il est nommé secrétaire d'Etat à la pêche du gouvernement dominé par le parti «moderniste» Nidaa Tounès, dont il est membre.

Un an plus tard, il devient ministre des affaires locales avant d'être proposé en août 2016 par le président Essebsi à la tête du gouvernement. Durant l'été 2018, le divorce est consommé entre lui et le chef de l'Etat.